



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CATASTROPHE SANITAIRE: FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME

PAS DE SOLUTION SANS PRISE DE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR L'ÉCONOMIE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 28 JANVIER 2021

MASQUES, TESTS, VACCINS : ILS AURONT TOUT RATÉ

Macron peut toujours dénoncer les « 66 millions de procureurs » qui font la « traque incessante de l'erreur ». Mais après les mensonges gouvernementaux sur les masques, après l'absence, puis l'effondrement du système de tests au départ de la pandémie, c'est maintenant la vaccination que lui et les siens sont incapables d'organiser au niveau qu'exige l'urgence sanitaire.

Résultat : ce qui se profile pour les prochaines semaines, c'est la possibilité d'une situation « à l'anglaise », avec des ambulances attendant devant les hôpitaux que des places se libèrent, des services de santé débordés et épuisés et des milliers, voire des dizaines de milliers de morts supplémentaires. Avec à la clef, d'ici à quelques jours, un possible nouveau confinement autoritaire.

LA PÉNURIE DE VACCINS N'EST PAS UNE FATALITÉ

Alors que des millions de personnes veulent se faire vacciner, rien n'est prêt ou les vaccins promis n'arrivent pas ou n'arrivent plus.

Mais cette succession d'échecs n'est pas due à leur incompetence. Elle est d'abord le résultat de l'incapacité des capitalistes de mettre la production, les grandes entreprises, l'économie, au service du plus grand nombre. Elle est également le résultat du choix fait par les gouvernements qui se sont succédé de sacrifier les services publics. Partout, les systèmes de santé ont été asphyxiés par des années de restrictions budgétaires.

Aujourd'hui, Pfizer et Moderna, les seuls à avoir un vaccin homologué en Europe, n'ont pas les capacités de production suffisantes. De leur côté, les usines de Sanofi, Merck ou GSK possèdent bien des moyens de production, alors qu'elles n'ont pas encore leur propre vaccin.

Mais pour des raisons de secret commercial, de jouissance des brevets et de profits escomptés, pas question pour elles de relayer et de produire en quantité les vaccins qui manquent.

Leurs brevets, leur secret du procédé de production, leurs montagnes de profits attendus, voilà ce qui limite aujourd'hui la production de vaccins sûrs et bien testés, pourtant susceptibles de sauver des millions de vies dans le monde.

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

Il ne peut pas y avoir de réponse aux ravages de la pandémie actuelle sans remise en cause des intérêts privés de la minorité qui détient les moyens de production et le « droit » qui en découle, celui de décider ce qui est produit, pour quoi, pour qui et à quelles conditions :

- d'abord, en s'attaquant à la propriété des moyens de production, en réquisitionnant toutes les entreprises qui ont un rôle face au virus : industrie pharmaceutique, production de tests, de masques, de vaccins ;
- en refusant les brevets et en rendant gratuites les licences sur la fabrication des vaccins, en garantissant la transparence dans la recherche et l'évaluation, en brisant tous les liens d'intérêts entre les experts et les laboratoires ;
- en finançant massivement la recherche publique pour développer de nouveaux traitements et de nouveaux vaccins en toute indépendance de l'industrie pharmaceutique ;

QUAND ÇA VEUT PAS !!!

Je comprends pas !!!

On a viré les chercheurs, fermé les labos, gavé les actionnaires de Sanofi...

Et toujours pas de vaccin français!



PAR NOS LUTTES, POSTULER AU CONTRÔLE SUR L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ

Face au rebond de l'épidémie, il est plus que temps d'amplifier les mobilisations et de regrouper nos colères pour en finir avec l'incurie de ce gouvernement qui s'est planté à chaque étape de la crise sanitaire. Le 4 février, jour de mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle, doit en être une occasion.

Mais face à cette faillite du capitalisme, il est également temps de poser la question de qui décide, qui contrôle l'économie et la société. Parce qu'il y en a ras-le-bol de ces gouvernants et de ces trusts qui font passer leurs profits avant nos vies.

CONTRE LES LICENCIEMENTS : UNE MANIF QUI EN APPELLE D'AUTRES !

La manifestation pour l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, à l'initiative de syndicats de base, samedi 23 janvier à Paris, a réuni près de 2.000 personnes.

Des délégations de dizaines d'entreprises et de toute la France ont battu le pavé: de Total Grandpuits, en grève depuis près de quatre semaines, Sanofi, General Electric, EDF, SKF, Renault et bien d'autres, rejoints aussi par un cortège de Gilets jaunes, ainsi que des personnalités politiques, comme Jean-Luc Mélenchon de LFI, Fabien Gay du PCF ou encore Olivier Besancenot et Philippe Poutou du NPA.

Cette première manifestation à l'appel des TUI, relayée par d'autres, a de fait posé un jalon vers un « Tous ensemble » des salariés des entreprises menacées.

Un jalon modeste, mais qui montre la voie : pour faire reculer patrons et gouvernement, il faut sortir de l'isolement, du « boîte par boîte », se coordonner avec d'autres travailleurs menacés afin d'entraîner ceux d'autres secteurs contre les menaces qui nous visent tous !

La journée du 4 février, à l'appel des syndicats, sera une nouvelle occasion de l'affirmer.

VIVE LA "FRONDERIE" !

Une étude commandée par le gouvernement en 2020 et la filière automobile (PFA) prévoit qu'au bas mot, 40 % des emplois des fonderies en France - 5.000 postes, produisant essentiellement pour la construction automobile - seraient sacrifiés d'ici à 2030.

Motif ? La dé-diésélisation et la sacro-sainte compétitivité. Dans cette offensive contre l'emploi, PSA et Renault, principaux donneurs d'ordre, sont à la manœuvre.

Fonderies du Poitou (Vienne), MBF Aluminium (Jura), FVM Technologie (Meurthe-et-Moselle), SAM (Aveyron) : plusieurs centaines d'emplois sont menacés actuellement, les salariés étant souvent lâchés par les repreneurs successifs qui se retirent une fois les subventions publiques aspirées. Contre toutes ces menaces présentes et à venir, des centaines de salariés de fonderies de tout l'hexagone se sont rassemblés le 21 janvier devant les fonderies du Poitou pour montrer de quel bois ils se chauffent. Un premier pas vers une mobilisation tous ensemble qui reste à construire.

LOI « SÉPARATISME » : MANŒUVRE POLITICIENNE

Profitant de l'émotion née de l'assassinat du professeur Samuel Paty en octobre dernier, Macron a annoncé une loi contre le séparatisme « islamiste ». En utilisant le mot « Islamisme » à toutes les sauces, Marine Le Pen depuis longtemps, et Macron aujourd'hui, contribuent à propager insidieusement l'amalgame « musulman=islamiste=terroriste ». Des millions de nos concitoyens se sentent visés, même si le projet de loi, dont la discussion vient de commencer en

janvier à l'Assemblée, a été rebaptisé « Projet de loi confortant les principes de la République ».

Alors oui, il existe des courants fanatiques et fascisants qui au nom de l'islam cherchent à gagner des adeptes en France et ailleurs dans le monde. Mais la meilleure manière de leur couper l'herbe sous le pied serait d'en finir avec les discriminations (à l'embauche, au logement...), les contrôles au faciès et les violences policières. Au lieu de piétiner au quotidien ces fameux principes républicains d'égalité et de fraternité, dont sont privés des pans entiers de la population, surtout dans les quartiers populaires.

EDF: PROJET « HERCULE » : AU SERVICE DU PRIVÉ

Depuis 10 ans, la distribution de l'électricité n'est plus le monopole d'EDF. Aux côtés d'Enedis, filiale d'EDF, plus de 35 autres fournisseurs - dont Eni, Total, Engie - se partagent le marché. Selon ses adeptes, la concurrence devait faire baisser les prix. Au lieu de cela, entre 2007 et 2020, les abonnés aux tarifs dits « réglementés » ont vu leur facture augmenter de 70%. Avec le projet « Hercule », c'est maintenant le démantèlement total d'EDF qui se profile : d'où la grève du secteur le 28 janvier. A l'état la charge de la production nucléaire, donc de la maintenance des centrales, de leur futur démantèlement, du traitement des déchets radioactifs. Les activités de distribution, celles qui rapportent, seraient entièrement entre les mains d'acteurs privés : d'où la privatisation programmée d'Enedis. Adieu le service public de l'électricité. Ensemble, usagers et salarié.e.s, il est encore temps de dire « Stop » à une réforme dont le seul but est d'offrir un nouveau champ de valorisation au capital privé.

FACE AU COVID PIÉTINER LES LIBERTÉS: INTOLÉRABLE !

Masques, tests, vaccination ... Macron, qui en a marre des critiques, a fustigé la semaine dernière « une nation de 66 millions de procureurs ». Les licenciements pleuvent, les services de soins sont débordés, les étudiants décrochent en masse, la précarité explose ... Et nous aurions juste le droit de nous taire ? Si Macron et son gouvernement tiennent tant à leur loi de Sécurité globale, c'est que la situation créée par le Covid est pour eux une aubaine pour mettre en place un régime de plus en plus autoritaire. Alors que dans une situation où la confiance dans les pouvoirs publics est réduite à presque rien, piétiner les libertés est le contraire de ce qu'il faudrait faire. Les seules mesures qui ont des chances d'être vraiment respectées sont celles que tout un chacun comprend et accepte parce qu'il a participé à leur mise en place et est persuadé de leur justesse. Pour une vraie démocratie sociale et sanitaire, associant les salarié.es, la population, les jeunes, dans les entreprises, les quartiers, les écoles, participons aux manifestations du 30 janvier.

Marche des Libertés

Samedi 30 janvier - 14h30

Palais de Justice Rouen